

## "L'union monétaire et le dilemme qui pourrait nous condamner" dans The Guardian (27 juin 1990)

**Légende:** Le 27 juin 1990, le quotidien britannique The Guardian s'interroge sur l'opportunité économique et politique pour le Royaume-Uni de participer à l'Union économique et monétaire (UEM).

**Source:** The Guardian. 27.06.1990. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Monetary union and the dilemma that could leave us condemned", auteur:Hutton, Will , p. 11.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/l\\_union\\_monetaire\\_et\\_le\\_dilemme\\_qui\\_pourrait\\_nous\\_condamner\\_dans\\_the\\_guardian\\_27\\_juin\\_1990-fr-1d9840d2-b342-41c3-a6ab-bf991e9923c5.html](http://www.cvce.eu/obj/l_union_monetaire_et_le_dilemme_qui_pourrait_nous_condamner_dans_the_guardian_27_juin_1990-fr-1d9840d2-b342-41c3-a6ab-bf991e9923c5.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## L'union monétaire et le dilemme qui pourrait nous condamner

**Will Hutton**

L'Union monétaire européenne a un effet des plus étranges sur les gens. Elle peut faire d'un président socialiste l'apôtre de la faible inflation et de la discipline monétaire; elle peut transformer un Premier ministre britannique, qui n'a rien à envier à personne pour ce qui est de ses prérogatives en matière de pouvoir exécutif discrétionnaire, en un ardent défenseur de la responsabilité et du contrôle démocratiques.

Un nouvel ordre s'impose à nous. Le sommet européen s'est engagé à ce qu'il y ait deux Conférences intergouvernementales en la matière: l'une pour discuter de l'union politique, et l'autre pour aborder l'union monétaire. Si l'Europe fédérale ne s'articule pas encore autour d'un projet clair, il en va autrement de l'Union monétaire européenne.

Si la Commission de la Communauté européenne est exaucée d'ici l'été prochain, les parlements des États membres ratifieront le traité instituant l'union monétaire, afin que d'ici 1993, l'Europe soit engagée dans la phase suivante de son intégration monétaire. Afin que personne ne change ses valeurs les unes par rapport aux autres, le mécanisme actuel des taux de change sera fixé par un système monétaire, de sorte que dans les faits, ce sera comme s'il n'y avait qu'une seule devise. L'Ecu sera né.

La Commission souhaite que le processus débute le jour même du lancement du marché unique. Un tel marché unique a besoin d'une monnaie unique, ou à défaut, au moins de la promesse d'une seule devise. Si la libre circulation des personnes, des capitaux et des biens en Europe se concrétise, il ne faudrait pas que cette entreprise soit entravée par les incertitudes relatives à l'éventuel flottement des monnaies.

Toutefois, la Commission nourrit de plus grandes ambitions que l'élargissement des capacités du marché unique. Une monnaie unique gérée par une banque centrale unique pourrait déboucher sur une stabilité des prix à travers le continent. Les taux d'intérêts pourraient être fortement réduits, et avec la dévaluation qui ne constituera plus une option, le problème des disparités régionales sera traité à la racine. Les transferts régionaux de la Communauté européenne et «l'offre» pourraient être mis en pratique là où la dévaluation aurait échoué. Ainsi, la Communauté européenne deviendrait une formidable puissance monétaire à l'échelle mondiale.

Les six pays signataires du traité de Rome sont engagés de manière presque irrévocable vis-à-vis de ce processus, et le Danemark tout comme l'Irlande signeront eux aussi. Que les Britanniques le veuillent ou non, l'union monétaire se profile.

Nous nous retrouvons donc face à un choix cornélien. Si nous restons en dehors, nous sommes condamnés à rester en marge du centre dynamique de l'Europe. Si nous entrons, nous serons désavantagés en ce sens que la plupart des avantages seront perçus sur le continent. Nous perdrons notre autonomie d'action en matière de politique économique. Et tout cela pour quoi? Pour n'être que des Européens situés en marge du grand projet continental? Ce n'est pas un projet enviable.

La question est de savoir s'il vaut la peine de préserver les attributs de la souveraineté économique au détriment de ce que nous pourrions gagner en termes d'avantages en utilisant la même devise que le reste de l'Europe?

Le premier enjeu est de savoir si la capacité d'un pays à réévaluer ou à dévaluer sa devise fait une différence sur le long terme. On constate ici une unanimité surprenante entre le président socialiste de la France, la Commission européenne et l'opinion des instances académiques. Le nouveau consensus repose sur la conviction suivante: quels que soient les avantages à court terme d'un abaissement des taux de change réels, ils contribueront vite à relancer une inflation plus importante que prévue, ce qui fait qu'avant longtemps le taux de change réel sera à nouveau à son niveau antérieur. Toute amélioration de la position commerciale d'un pays est donc à envisager sur le court terme au prix de l'inflation domestique.

Dans un monde où la règle est de se conformer au mécanisme des prix et des avantages qui en découlent, cette conclusion semble relever du paradoxe. Les salariés sont sensés être évalués dans le cadre de leur travail, et les entreprises dans celui des affaires – pourquoi ne pourrait-il pas en être de même pour les pays qui chercheraient à augmenter leurs exportations tout en réduisant leurs importations? Mme Thatcher défend des vues qui ont au moins le mérite de la cohérence. Elle souligne, en effet, qu'un taux de change plus élevé entraîne une baisse des commandes pour les exportateurs, une augmentation pour les importateurs et un taux de chômage plus élevé.

Il n'est pas non plus nécessaire de prendre position dans le débat pour avoir des doutes quant à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le MCE aux taux de change actuels pour ensuite les voir bloqués en une seule monnaie. L'indice des coûts unitaires de main d'œuvre du FMI, qui permet de mesurer les coûts britanniques par rapport à ceux de nos partenaires commerciaux, a atteint un niveau historique de 112 en 1981. Il s'agit là d'une indication de l'intensité de la pression qui se faisait ressentir à l'époque à cause de la livre surévaluée.

L'indice est ensuite tombé à un niveau d'à peu près 95 en 1986, ce qui voulait dire qu'il était toujours à 15 points au-dessus du niveau moyen qui fut le sien dans les années 70. Actuellement, il se trouve à nouveau à un niveau supérieur à 110. Même chez ceux qui professent l'inutilité de la dévaluation, l'ombre d'un doute pourrait se dessiner quant au bien-fondé de cadencasser l'économie britannique en Europe aux mêmes valeurs relatives que celles qui ont intensifié l'une des pires récessions que nous ayons connues au cours de notre histoire économique. Tout cela est couronné par le fait que les autorités régionales et locales disposant d'une certaine autonomie économique se sont bien comportées au cours des dernières décennies. En qui placer sa confiance pour ce qui est du sort du Royaume-Uni, en marge de l'Europe et en proie à n'importe quel transfert régional qui pourrait provenir de l'establishment officiel et politique de Bruxelles?

Bruxelles, pour être honnête, jouit d'une bien meilleure expérience en la matière que les Britanniques. L'*Institute of Public Policy Research*, dans sa publication récente sur l'union monétaire, affirme qu'en 1991-1992, la Communauté européenne dépensera quelque 932 millions de livres sterling pour les régions britanniques – soit quelque 90 % des sommes que le ministère du Commerce et de l'Industrie prévoit de consacrer aux mêmes zones. La Communauté européenne semble prendre ses responsabilités bien plus sérieusement que le gouvernement britannique, et cela avant qu'il n'ait établi un vrai programme d'aide régional doté d'un véritable budget. S'il nous faut retenir l'autonomie d'action, utilisons-la au moins correctement.

Voilà donc pour ce qui constitue l'essentiel du débat. Quels que soient les avantages que ces leviers de souveraineté économique pourront apporter, la Grande-Bretagne pourra difficilement être vue comme une histoire à succès. Les contours d'un marché social paneuropéen sont en train de se dessiner; or, ce concept n'a jamais été vraiment compris en Grande-Bretagne. Des prix stables, une monnaie unique forte, une banque centrale indépendante et une foule d'entreprises se faisant concurrence dans un seul espace économique, tel est le cadre dans lequel Ludwig Erhard a lancé son miracle économique dans les années 50. Les Allemands ne se lassent jamais de nous répéter que c'est ce scénario qui prévaudra pour l'Allemagne de l'Est et l'Europe, une fois de plus.

L'aspect social ne doit pas non plus être négligé. L'idéal européen d'un marché social signifie une forme d'organisation sociale et économique qui ait la capacité de créer une dynamique économique par elle-même et dont les conditions préalables nécessaires sont une monnaie unique, une banque centrale indépendante et des prix stables.

Étant donné son choix, la Grande-Bretagne serait mieux avisée de soutenir cette option plutôt que de défendre la poursuite de la souveraineté. Nous pourrions même assister à l'avènement de normes européennes très demandées non seulement en matière d'éducation et de formation, mais aussi dans le domaine de la démocratisation de nos institutions. Si nous devons dévaluer, disons de 20 %, avant de rejoindre la structure et de bloquer ce taux au niveau de la monnaie unique de manière à ne pas dissiper les véritables gains du taux de change – nous pourrions bien nous en tirer. Retenez votre souffle: en partie par hasard et en partie délibérément, cela pourrait bien se produire.

